

# Notes d'information sur la crise financière

N° 4/ 2010

## La Relance en Afrique : Quand et Comment Sortir des Politiques d'Intervention Contre la Crise

Zuzana Brixiovia, Abdul B. Kamara  
et  
Léonce Ndikumana



Banque africaine de développement

## **Comité de Rédaction**

Ndikumana, Léonce  
Kamara, Abdul B.  
Salami, Adeleke  
Mafusire, Albert

## **Droits et autorisations**

Tous droits réservés.

Le texte et les données dans cette publication peuvent être reproduits tant que la source est citée.

Les notes d'information sur la crise financière (NICF) sont produites par le Complexe de l'Economiste en Chef (ECON) avec la collaboration d'autres départements de la Banque africaine de développement.

Droits d'auteur © Banque Africaine de Développement 2010

Les NICF ont pour but de présenter l'analyse des expériences et des leçons émergentes de la crise financière, de manière à encourager le débat politique qui mène à la recherche de solutions durables à la crise.

Les résultats, les interprétations et les conclusions exprimées dans les documents de travail de la Banque sont entièrement ceux de (des) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement l'avis de la Banque africaine de développement, son Conseil d'administration, ou les pays qu'ils représentent.

Les notes d'information sur la crise financière sont disponibles en ligne <http://www.afdb.org/>



## **GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT**

### **LA RELANCE EN AFRIQUE: QUAND ET COMMENT SORTIR DES POLITIQUES D'INTERVENTION CONTRE LA CRISE**

**Zuzana Brixiova, Abdul B. Kamara**

**et**

**Léonce Ndikumana**

Zuzana Brixiova, Abdul B. Kamara, et Léonce Ndikumana sont, respectivement, Economiste de Recherche Principale, Chef de la Division de la recherche, et Directeur du Département de la recherche pour le développement à la Banque africaine de développement.



## 1. Contexte

Après une chute drastique en termes de croissance en 2009, la relance en Afrique semble maintenant en bonne voie. L'Afrique a présenté une bonne faculté de reprise pendant cette récession mondiale, par rapport à la plupart des régions en développement et à ses propres performances antérieures. Bien que certains facteurs moteurs du redressement de l'Afrique soient externes, le résultat positif à ce jour s'explique en grande partie par les bonnes politiques mises en œuvre par les pays avant et pendant cette crise.

Néanmoins, des risques substantiels persistent, exacerbés par le récent désarroi européen, alors que le défi de ramener les pays africains sur la voie de la forte croissance et de la réduction de la pauvreté devenait plus qu'urgent. Cet exposé traite des politiques qui permettront de rendre plus solide le redressement de l'Afrique, en vue d'une forte croissance à plus long terme.

## 2. Afrique: Des risques demeurent en dépit de la croissance moyenne en cours

Bien que la crise financière mondiale ait touché l'Afrique plus tardivement que les autres régions, ce continent n'en est pas sorti indemne. La croissance de la production a chuté d'une moyenne de 5,6% au cours de la période 2001-08 à 2,5% en 2009, alors que le nombre de travailleurs pauvres et le taux de chômage ont connu une escalade, surtout parmi les jeunes.

Cependant, le continent présente une bonne faculté de redressement. Contre toute attente, l'Afrique est sortie de la crise plus rapidement et plus solidement que par le passé et la plupart des régions en développement. Le taux de croissance s'élèvera à 4,5% en 2010, et atteindra 5,2% en 2011 (Figure 1). Comme d'habitude, le chiffre total cache les différences de taille entre les pays et les régions. Les économies plus ouvertes aux échanges (par exemple, les pays exportateurs des produits de base) qui ont connu une lenteur sensible en 2009, devraient tirer profit de la remontée des prix des produits de base et de la reprise des échanges, et devraient par conséquent enregistrer une croissance en V relativement forte (Graphique 2). En raison d'un ralentissement continu en termes de paiements et d'IDE, ainsi que des éventuelles entrées de l'aide, de nombreux pays fragiles devraient enregistrer des taux de croissance plus stagnants. Dans l'ensemble, en 2010 environ 60% de pays africains devraient connaître un taux de croissance inférieur à la moyenne enregistrée au cours de la période 2001-08.

Les autres principales variables macroéconomiques devraient également connaître des améliorations. Le taux d'inflation en Afrique devrait progressivement baisser pour se situer à environ 5% en 2010 et 2011, étant donné que l'effet des forts cours des produits de base a baissé et que la demande globale reste faible. La déflation est plus rapide dans les pays importateurs de pétrole, en raison des faibles prix à l'importation et une demande globale plus médiocre. La balance budgétaires et les comptes courants des pays exportateurs de pétrole devraient se raffermir en 2010 et 2011, en raison de la remontée des prix et de la consolidation de la demande. Comme conséquence de la politique de relance, les pays importateurs de pétrole continueront de présenter des déficits bien supérieurs au niveau d'avant la crise (Graphique 3).

### *Les moteurs du redressement du continent*

Les sources du redressement du continent varient également d'un pays à un autre. En plus du redressement mondial tiré par le continent asiatique en plein développement et les politiques

expansionnistes pratiquées par les pays développés, les fortes demandes des produits de base et leurs cours élevés ont joué un rôle capital dans la reprise des exportations du continent. Les mouvements des capitaux privés devraient également connaître une augmentation et certains marchés frontaliers africains (ex. le Ghana et le Kenya) tireront partie de l'amélioration de l'accès aux marchés obligataires internationaux. Dans un certain nombre de pays (ex. Maurice, République Sud-africaine, Tanzanie, Ouganda, entre autres), le redressement a été favorisé par les mesures de relance. Des politiques macroéconomiques prudentes avant la crise, en particulier l'assainissement des finances publiques, ainsi que l'amélioration des institutions de gestion macroéconomique, ont permis d'entreprendre des initiatives de relance budgétaire. L'appui financier des IFI, y compris la Banque, ont également joué un rôle capital dans la prévention des coupes budgétaires procycliques. Dans certains pays, l'amélioration du cadre des affaires a permis de dégager les goulets d'étranglement structurels. Dans d'autres, les interventions gouvernementales ont stimulé l'agriculture et l'ensemble de la demande privée nationale (ex. le programme de subvention au Malawi, la distribution des intrants en Sierra Leone et l'utilisation des TIC au Kenya). En Afrique de l'Est, le renforcement du commerce régional a compensé en partie la chute de la demande mondiale.

Cependant, le taux de croissance projeté pour les années 2010 et 2011 reste en deçà de la tendance dans la plupart des pays, étant donné que le renforcement des échanges et les liens financiers avec l'Asie ne pourront pas compenser les faibles demandes des économies développées et l'augmentation du coût du crédit. Au sein de l'Union européenne et aux Etats Unis, la demande des importations africaines n'atteindra pas son niveau d'avant la récession à court terme, en raison du désendettement et de l'assainissement des finances publiques. Les problèmes actuels de l'endettement en Europe n'ont fait que renforcer les incertitudes autour du redressement mondial.

### ***Répercussions de la crise de l'endettement en Europe***

Le redressement mondial en cours reste fragile; le risque de double prélèvement ou de redressement plus lent que prévu au sein de l'UE et aux Etats Unis reste élevé. « La crise d'endettement de la Grèce » pourrait avoir les répercussions suivantes sur l'Afrique: (i) le coût élevé des capitaux en faveur des économies de marché émergentes (ex. l'Afrique du Sud), en raison des problèmes de service de la dette publique et le renforcement du risque souverain associé ; (ii) le déraillement du redressement de l'Europe, en raison de larges coupes en matière de dépenses ; (iii) la réduction de la compétitivité quant aux prix à l'exportation en raison de la faiblesse de l'Euro. La réévaluation du coût du risque qui entravera l'accès de nombreux pays africains au crédit commercial reflète les soucis du marché au sujet des retombées fiscales supplémentaires en Europe. Les inquiétudes au sujet de l'instabilité politique alimentées par les mesures d'assainissement budgétaire (réduction des dépenses, relèvement des impôts) pourraient aussi causer beaucoup de dégâts. L'augmentation du coût de financement réduira davantage la tendance de la croissance post-crise.

Dans l'environnement d'après-crise, l'attention des investisseurs sur les politiques et les grandes inquiétudes économiques à propos des « échecs du marché » devrait être renforcée. Cet accent renouvelé sur la crédibilité et la prudence des politiques exigeront aux pays africains, non seulement de poursuivre leur politique prudente, mais aussi de communiquer leurs situations plus efficacement au public et au monde extérieur.

### **3. Stratégies d'assouplissement des mesures de relance**

#### *Les mesures de relance mises en œuvre*

##### *Mesure de relance budgétaire*

Bien que de grandes différences aient été enregistrées entre les pays – sur la base de leur assiette fiscale et les pressions inflationnistes – les pays africains ont mieux réagi face à cette crise que par le passé. Les mesures budgétaires prises ont également constitué une rupture claire avec les politiques procycliques pendant les crises antérieures et du boom qui a précédé la crise. L'ampleur des mesures anticycliques a varié en fonction du niveau de revenus, les pays plus riches ayant bénéficié d'une plus grande marge de manœuvre.

Dans le cadre de leurs mesures de relance budgétaire, un certain nombre de gouvernements ont augmenté l'enveloppe des investissements (les infrastructures en particulier) et des engagements en matière de consommation (dépenses relatives aux programmes sociaux), jouant ainsi le rôle de « consommateur de dernier ressort ». A titre d'exemple, l'Afrique du Sud a mis en application des mesures de relance budgétaire pour stimuler la demande nationale qui a eu également un impact positif sur d'autres pays africains, particulièrement ceux de l'Afrique australe. En termes absolus, les mesures prises par l'Afrique du Sud étaient celles ayant la plus grande portée en Afrique en 2009, alors que celles de la Tanzanie étaient les plus étendues en termes de contribution au PIB. Des mesures efficaces et opportunes adoptées même par les pays à faible revenu (à l'exemple de l'Ouganda et de la Tanzanie), constituaient une preuve du renforcement de la qualité de leurs institutions. A travers des mesures prudentes, de nombreux pays africains sont sortis de la crise avec des situations financières nettement plus solides et des dettes plus faibles que les économies développées.

##### *Politique du secteur monétaire et financier*

En 2009, un certain nombre de pays ont assoupli les mesures tarifaires (ex. L'UEMOA, la CEMAC, l'Afrique du Sud, Maurice, le Botswana) et/ou relevé leurs bases monétaires (Tanzanie) en vue de stabiliser le rendement. L'Afrique du Sud s'est même écartée momentanément de son objectif en matière d'inflation. Bien que les effets à plus long terme soient encore attendus, les mesures prises pour assouplir la politique monétaire ont permis de prévenir une chute de la croissance du PIB et même une escalade plus sensible du chômage.

Cependant, en dépit de la politique monétaire expansionniste, le crédit en faveur du secteur privé a connu une baisse dans un certain nombre de pays, surtout les exportateurs de pétrole, en raison de la baisse en matière de dépôts (Graphique 4). Les banques commerciales ont investi dans les titres d'Etat, provoquant ainsi la baisse en matière de rendement et rendant ces investissements moins attractifs. Par ailleurs, quelques pays à faible revenu (Kenya et Ghana), en particulier des Etats fragiles (ex. Sierra Leone) ont été confrontés à de fortes pressions inflationnistes et étaient dans l'impossibilité d'assouplir leurs mesures tarifaires afin d'augmenter leurs masses monétaires, ou, ont même opté pour le resserrement de la politique monétaire.

Etant donné que les secteurs financiers africains étaient dans l'ensemble à l'abri des effets de la crise, les interventions gouvernementales directes dans le secteur bancaire se faisaient rares. Le Nigeria en faisait exception. En effet, en août 2009, la banque centrale du Nigeria a injecté des fonds dans le système bancaire, après que cinq principales banques (40% du secteur bancaire)

aient enregistré des pertes résultant des prêts non productifs, conséquence de l'octroi des prêts exceptionnels au secteur énergétique et l'éclatement du marché boursier. En Tanzanie, le gouvernement a réservé une partie des mesures de relance aux banques ayant été confrontées à la recrudescence des prêts non productifs.

### *Nécessité d'une sortie ordonnée et progressive des politiques de relance*

Bien que dans l'ensemble, les politiques macroéconomiques adoptées par les pays africains avant la crise leur aient été bénéfiques, les gouvernements doivent encore adopter le juste équilibre entre la stabilisation à court terme et la réalisation d'une croissance élevée à long terme. Maintenant que les mesures de relance ont été mises sur pied, les principales questions sont celles de savoir jusqu'à quand les appliquer, à quelle vitesse les assouplir et comment assurer la coordination des sorties entre les politiques et les pays.

#### *Politique fiscale: assainissement à moyen terme*

Dans de nombreux pays en 2009, les déficits budgétaires réels étaient au-delà des prévisions, impliquant l'adoption des politiques plus accommodantes qu'initialement prévues (Graphique 5). Environ 40% de pays africains devraient davantage relever leurs déficits budgétaires cette année par rapport à l'année 2009, ce qui suggère que les gouvernements africains n'entendent pas mettre précipitamment un terme aux mesures de relance. Vu l'augmentation progressive des revenus résultant d'une plus forte croissance, les déficits grandissants s'expliqueront en grande partie par les dépenses.

Vu l'incertitude au sujet de la solidité du redressement mondial et les possibles répercussions de la crise grecque, les gouvernements africains pourraient également envisager le maintien de la situation budgétaire accommodante en 2011. Bien qu'elle ne soit pas soutenable à plus long terme, cette situation renforcera dans les circonstances actuelles la prévisibilité des politiques, permettra de regagner la confiance du public et préviendra le phénomène d'oscillation. Comme c'était le cas jusqu'aujourd'hui, l'augmentation (ou la stagnation) des dépenses devrait avoir principalement pour objectif de dégager les goulets d'étranglement en matière d'infrastructure, afin de mettre sur pied des filets de sécurité sociale.

Parallèlement, dans la plupart des pays, les tendances budgétaires actuelles ne sont pas soutenables à moyen terme, et si elles ne sont pas inversées, elles mettront une fois de plus en péril la soutenabilité de la dette arrachée de haute lutte. Elles auront également un impact négatif sur la croissance à plus long terme, à travers un paiement des intérêts plus élevés, paralysant ainsi le secteur privé et réduisant la confiance des investisseurs. Il faudra donc procéder à l'assainissement des finances publiques pour les remettre sur une voie viable et les refocaliser sur la croissance et le développement, plutôt que sur la stabilisation du rendement.

Pour retrouver l'équilibre budgétaire, les pays africains doivent renforcer la mobilisation des revenus nationaux, tout en consolidant la gestion de leurs dépenses, en protégeant les mises sociales et de fonds en maximisant parallèlement l'efficacité en matière de gestion de la masse salariale et d'autres dépenses courantes.

## *Coordination des politiques monétaire et financière*

Au niveau national, vu le taux d'inflation relativement faible, des engagements crédibles d'assainissement des finances publiques à moyen terme doivent précéder le resserrement de la politique monétaire pour de nombreuses raisons. D'abord, dans les pays à faible revenu, les banques centrales ne sont souvent pas totalement indépendantes du gouvernement. En l'absence des financements extérieurs, une politique fiscale souple sapera l'objectif d'un faible taux d'inflation et la crédibilité de la politique monétaire. Ensuite, bien que les mécanismes de transmission soient sans doute plus complexes dans les pays en développement que dans les économies développées, la politique monétaire reste techniquement et politiquement plus facile à mettre en œuvre que l'assainissement des finances publiques. Troisièmement, l'augmentation des taux d'intérêts résultant du resserrement de la politique monétaire augmentera le coût du remboursement de la dette, rendant ainsi le processus d'assainissement des finances publiques plus difficile. Enfin, un bon assainissement des finances publiques ralentira l'augmentation de la demande globale, permettant ainsi de poursuivre la politique monétaire accommodante sans provoquer l'aggravation de l'inflation.

L'autre raison qui milite contre le resserrement rapide de la politique monétaire est la relation d'arbitrage entre l'inflation et la croissance. Dans la plupart des pays, le taux d'inflation est déjà à un chiffre ; l'actuelle situation d'accommodation devrait perdurer jusqu'au retour de la forte croissance. Cette situation doit inévitablement s'inverser à mesure que le redressement s'installe solidement, que la croissance s'accélère et que les pressions inflationnistes refassent surface. Parmi divers options, l'objectif inflationniste souple, déjà officiellement en pratique en Afrique du Sud et au Ghana, pourrait fournir un cadre idoine en faveur des économies émergentes et les économies de marché frontaliers dont l'objectif est d'aboutir à un faible taux d'inflation tout en prévenant la volatilité indue du rendement.

Les considérations internationales et régionales suggèrent également que le resserrement monétaire suive l'assainissement des finances publiques, étant donné que la politique monétaire présente peu de retombées internationales. Étant donné surtout que la politique monétaire plus resserrée relèvera les taux d'intérêt, elle pourrait attirer le mouvement des capitaux privés supplémentaires, aussi loin des pays au redressement plus lent. Ce qui pourrait être le commencement d'un cercle vicieux de mesures de rétorsion et de protectionnisme (y compris les barrières contre les sorties des capitaux) pouvant constituer une entrave au redressement du continent. Par ailleurs, dans les régions africaines qui se sont particulièrement bien tirées de la crise en raison du renforcement des échanges régionaux (ex. l'Afrique de l'Est), les mesures pouvant saper le redressement d'un quelconque pays se retourneront contre l'ensemble de la région.

### **4. Politique orientée par la croissance à moyen terme**

Le développement du secteur financier constitue un facteur clé de la croissance africaine à plus long terme. Dans ce domaine, l'Afrique traîne le pas par rapport à d'autres régions, mais la vitesse de renforcement de l'importance des circuits financiers a atteint sa croisière avant la crise. Bien que les interventions sélectives gouvernementales à court terme pour mettre à disposition les liquidités pendant la crise aient été utiles (ex. au Nigeria), la politique budgétaire doit se concentrer sur la concurrence et l'efficacité de ce secteur.

L'une des principales leçons que l'Afrique doit tirer de cette crise financière est que la libéralisation du compte de capital doit se faire progressivement pour éviter les « interruptions subites » des mouvements des capitaux. Cette situation nécessite une bonne gestion des comptes de capital, notamment, à travers: (i) un taux de change nominal souple ; (ii) des interventions stérilisées de la banque centrale, et (iii) la surveillance des entrées et des sorties des capitaux. Evidemment, les pays caractérisés par une certaine souplesse de leurs politiques macroéconomiques se sont particulièrement bien comportés pendant la crise.

L'introduction des stabilisateurs automatiques à travers l'ouverture des rubriques sur les filets de sécurité sociale opérationnels (jusqu'ici particulièrement absents en Afrique, excepté dans les cas pilotes), dans les budgets gouvernementaux, doit être une priorité avant l'avènement de la prochaine crise. Ce qui est particulièrement important, étant donné que les effets multiplicateurs des mesures budgétaires discrétionnaires dans les pays émergents et en voie de développement sont moindres et par conséquent, moins efficaces que dans les économies développées. Par ailleurs, lorsqu'elles ne sont pas utilisées dans les circonstances extraordinaires, elles sapent la crédibilité de l'orientation budgétaire et de la politique économique dans son ensemble.

Maintenant que le redressement de l'Afrique est en cours, le principal défi consiste à atteindre rapidement la voie d'une croissance forte et durable. Pour être durable, la croissance africaine doit être tirée par un secteur privé prospère. A cet égard, les politiques macroéconomiques doivent jouer un rôle important, étant donné que la stabilité est une condition préalable de la croissance et du développement du secteur privé. Dans le même ordre d'idées, une orientation monétaire excessivement resserrée peut annuler le crédit au secteur privé et la politique budgétaire conservatrice peut décourager les dépenses d'infrastructure publique qui sert de base à l'essor du secteur privé. En fixant les objectifs macroéconomiques d'après-crise, les pays africains doivent choisir le juste milieu entre la stabilité et la croissance.

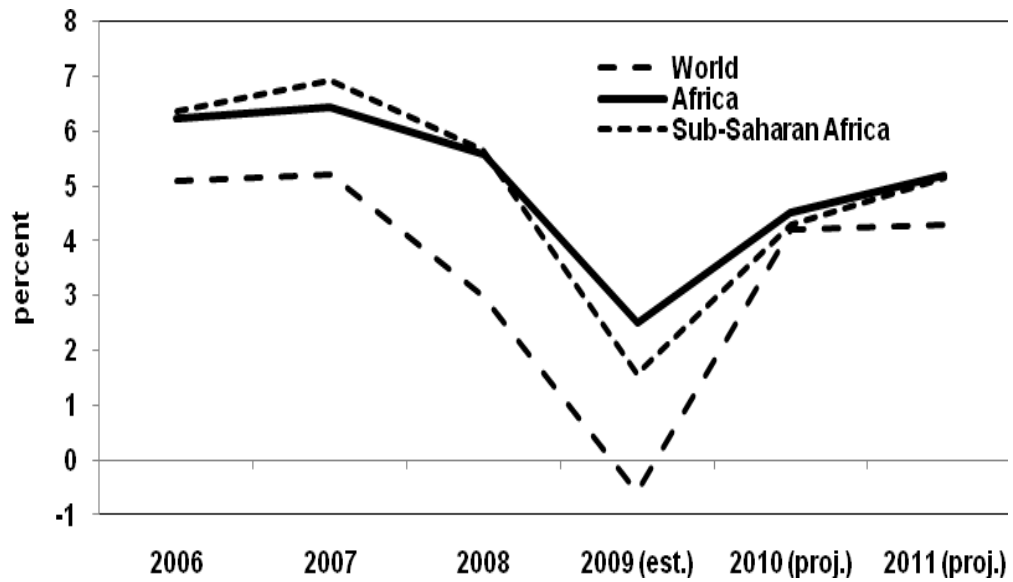
Cependant, les politiques macroéconomiques sont nécessaires, mais pas suffisantes pour la croissance. La réalisation de cet objectif dépendra également des transformations et des réformes structurelles comme la levée des barrières persistantes à la concurrence, l'amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires et la poursuite de l'intégration régionale.

### **Questions pour le débat :**

- Comment la voix de l'Afrique peut-elle être amplifiée dans l'arène mondiale et dans les institutions économiques internationales? Quels sont les principaux points qui doivent être soulevés au prochain sommet du G-20 au Canada et à la prochaine réunion des députés en Corée du Sud ?
- Quels sont les principaux défis que doivent relever les économies africaines à la sortie des politiques de relance? Quel devrait être le calendrier et l'enchaînement de ces sorties et comment peuvent-elles être coordonnées entre les pays et avec les autres régions du monde?

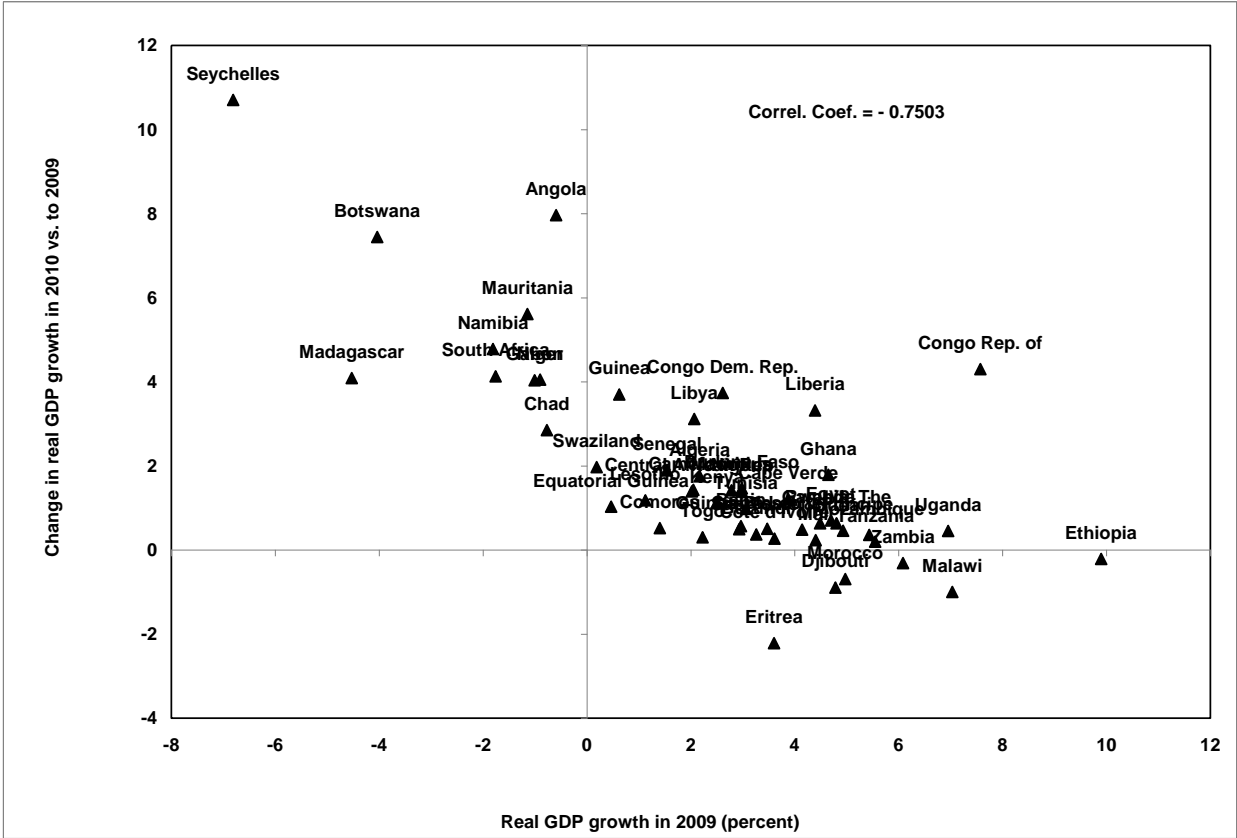
- Quelles devraient être l'ordre du jour pour la réunion du C-10 qui se tiendra en septembre 2010 en Egypte?

**Graphique 1.** Croissance du PIB réel, 2006 – 2011: L’Afrique en phase avec le redressement mondial



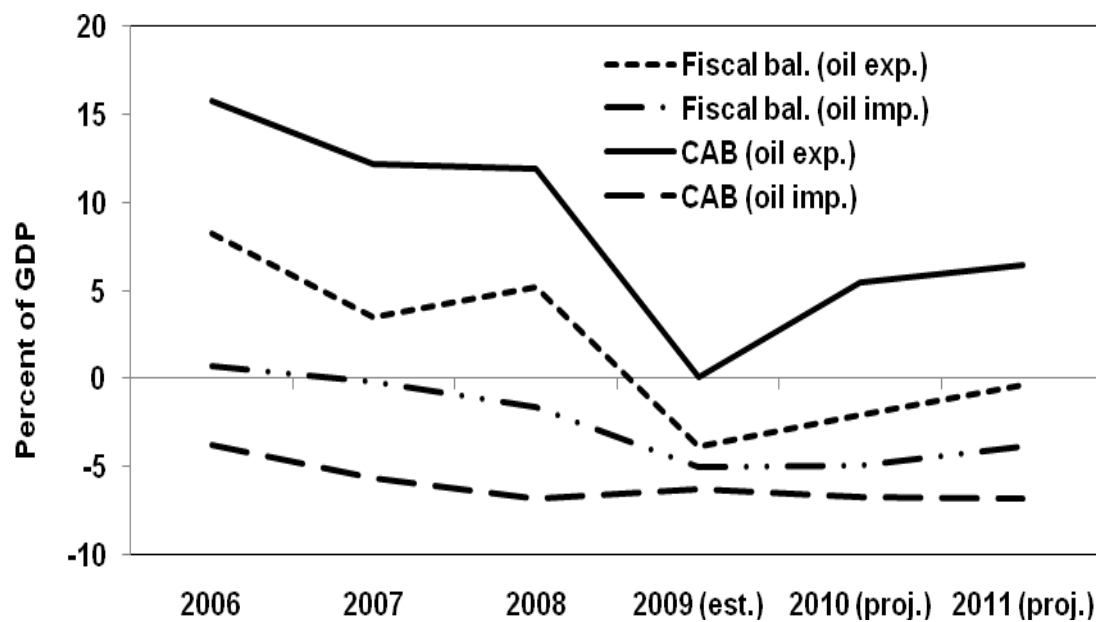
**Source:** Perspectives économiques en Afrique (mai 2010) et base de données des Perspectives de l'économie mondiale (2010)

**Graphique 2.** Les pays ayant connu les taux de croissance les moins élevés en 2009 sont ceux qui ont rebondi le plus en 2010



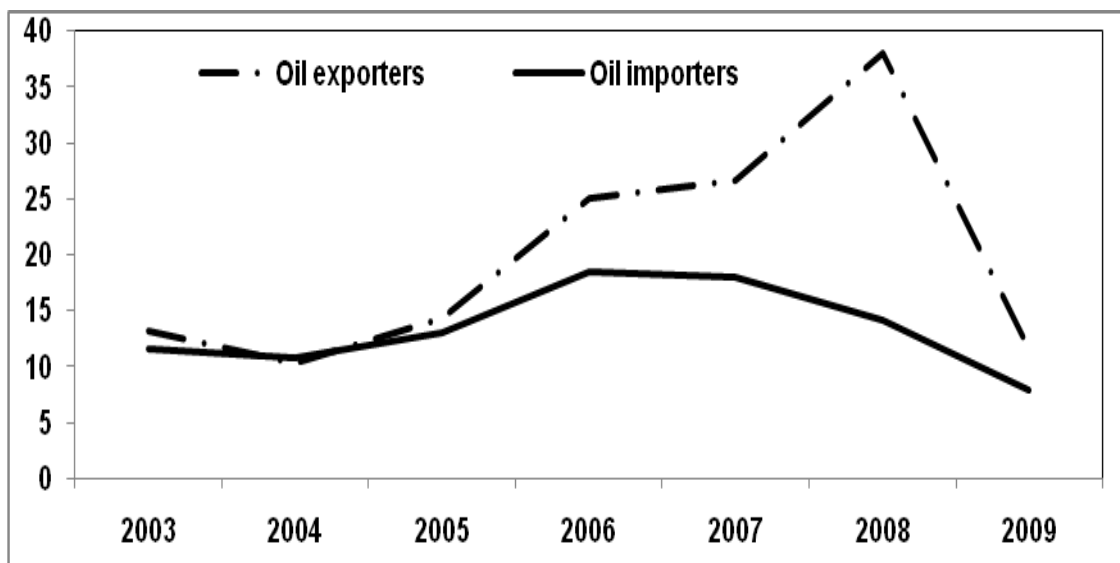
Source: Perspectives économiques en Afrique (mai 2010)

**Graphique 3.** L'amélioration des deux équilibres a été sensible en ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole, mais moindre pour le reste.



Source: Perspectives économiques en Afrique (mai 2010)

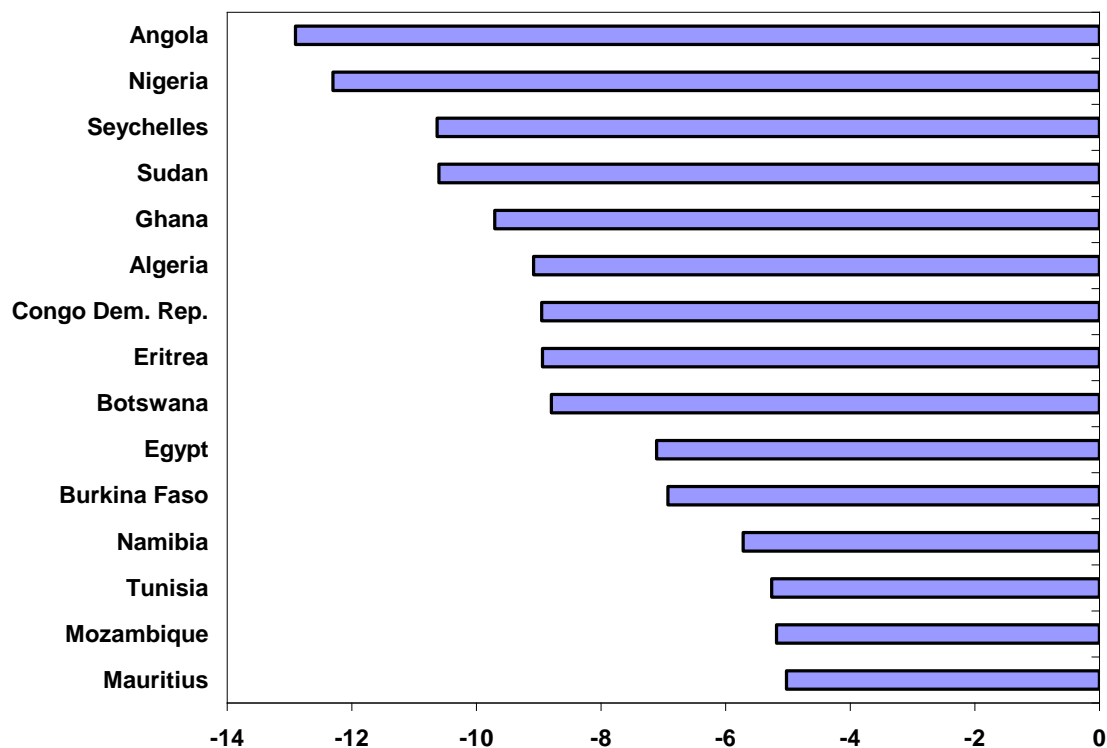
**Graphique 4.** Crédit au secteur privé, mouvements annuels des capitaux, 2003 – 2009 (% du PIB) 1/



1/Afrique sub-saharienne

**Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne (2010)**

**Graphique 5.** Différences entre les balances budgétaires projetés et réels, 2009 (% du PIB) 1/



**Source:** Perspectives économiques africaines (mai 2009 et mai 2010. 1/ les nombres négatifs indiquent un important déficit ou une balance moins sensible qu'initialement envisagé. Les projections sont tirées des Perspectives économiques en Afrique de mai 2009, alors que les chiffres réels sont tirés de celui de mai 2010.



## **Banque africaine de développement**

**Angle de l'avenue du Ghana et des rues Pierre  
de Coubertin et Hédi Nouria  
BP 323 - 1002 Tunis Belvédère (Tunisia)  
Tel.: + 216 71 333 511 - Fax: +216 71 351 933  
E-mail: [afdb.org](mailto:afdb.org) - Internet: [www.afdb.org](http://www.afdb.org)**